

CONJONCTURE VIANDES BLANCHES



Note de conjoncture mensuelle Filières avicoles

>>> Janvier 2025

POINTS CLÉS

VOLAILLE

- Sur les onze premiers mois de 2024, les abattages de volailles ont augmenté (+ 12,9 %). Cette forte croissance est soutenue par la hausse des abattages de poulets et le redressement des abattages de canards. En cumul sur 11 mois 2024, le déficit du solde commercial tend à se réduire par rapport à 2023 avec une hausse des exportations supérieure à la hausse des importations.
- Sur l'ensemble de l'année 2024, la production d'œufs est stable 2024 (- 0,4 %). Les exportations et les importations d'œufs coquilles et d'ovoproduits alimentaires ont progressé. En cumul sur 11 mois 2024, selon les données du panel consommateur Kantar, les achats d'œufs des ménages ont continué de progresser (+ 2,8 %).

VIANDE PORCINE

- En 2024, les abattages français en volume progressent par rapport à ceux de 2023 (+ 1,0 %) alors qu'ils sont quasi stables en têtes (+ 0,1 %), ceci du fait d'une hausse continue du poids carcasse (+ 2,5 kg en un an).
- Les cotations françaises ont connu une évolution saisonnière : reflux continu d'août à octobre puis stabilisation depuis novembre (cotations de l'ordre de 1,92 €/kg de carcasse classe S au 27 janvier). Dans le même temps, les coûts liés à l'aliment tendent globalement à se stabiliser. À ce stade, la rentabilité des élevages reste à un niveau correct.
- Sur les onze premiers mois 2024, les importations de viande sont en hausse alors que les exportations sont stables.
- La consommation globale de porc (calculée par bilan) connaît un faible rebond (+ 0,7 % sur onze mois 2024/2023).

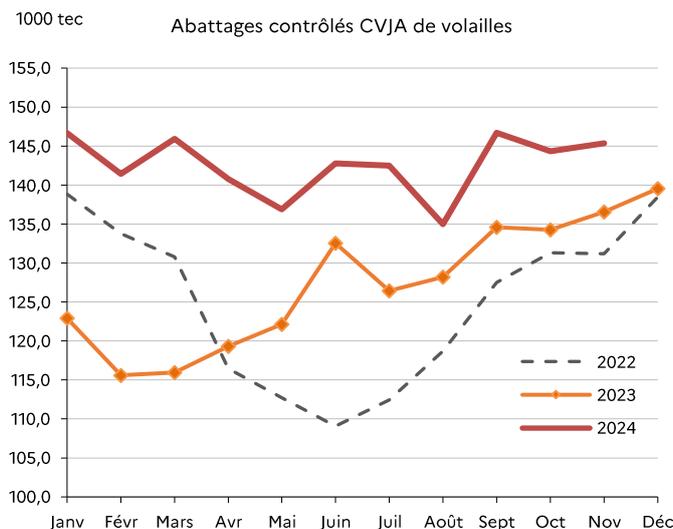
ALIMENTATION ANIMALE

- Les fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP ont progressé en volume en octobre 2024 (+ 6,1 % par rapport à octobre 2023), avec des évolutions variables selon les espèces : bovins (+ 8,3 %), porcins (+ 5,1 %), poulet (+ 6,0 %), poules (+ 6,6 %).
- En novembre 2024, l'indice Ipampa pour aliments composés est stable (- 0,2 % par rapport au mois précédent dont porcins - 0,1 %, volailles - 0,2 %).

VOLAILLES DE CHAIR

• En novembre 2024, les **mises en place** de volailles ont reculé (-4,6 %) par rapport à novembre 2023 pénalisées par le repli des mises en place de poulets (-4,0 %) et de canetons (-12,3 %) qui avaient jusqu'alors affiché un fort dynamisme. À l'inverse, les mises en place de dindes sont de nouveau orientées à la hausse (+3,9 %).

Sur les onze premiers mois de 2024, les abattages de volailles ont augmenté (+12,9 %) en l'absence d'épizootie majeure d'IAHP. Cette forte croissance est soutenue par la hausse des abattages de poulets (+10,5 %), en réponse à une forte demande des consommateurs, et le redressement des abattages de canard gras (+52,3 %) et à rôti (+29,4 %). Les abattages de dindes ont aussi progressé (+8,5 %). Malgré ces fortes progressions seuls les abattages de poulets et de canards gras sont supérieurs à la moyenne 2019-2021 (respectivement +11,1 % et +3,4 %).



Source : FranceAgriMer, d'après SSP

• Au cours de onze premiers mois de 2024, les **exportations** françaises de viandes et préparations de poulet ont été dynamiques (+7,7 %, soit +23,3 ktec) tant vers l'Union européenne (+9,6 %, soit +17,0 ktec) que vers les pays tiers (+5,1 %, soit +6,3 ktec). La hausse des exportations s'explique toujours en grande partie par une forte augmentation des envois vers les Pays-Bas (+25,4 %, soit +9,6 ktec), en partie liée à des réexpéditions de produits britanniques à faible valeur, et dans une moindre mesure par la hausse des envois vers l'Allemagne et l'Espagne. À contrario, les envois vers la Belgique se sont repliés (-6,8 % soit -2,8 ktec). Vers les pays tiers, les envois ont augmenté vers le Royaume-Uni (+2,8 % soit +0,5 ktec) et l'Afrique subsaharienne (+16,3 % soit +2,7 ktec) tandis qu'ils se sont repliés vers les pays du Moyen-Orient (-5,8 % soit -4,0 ktec), affectés par l'arrêt des exportations au mois d'octobre, même si elles ont repris dès novembre.

Les **importations** françaises de viandes et préparations de poulet ont progressé (+3,1 %, soit +22,7 ktec). Les importations ont continué de se renforcer depuis la Pologne (+15,5 %, soit +33,4 ktec) alors qu'elles ont diminué depuis la Belgique (-0,8 % soit -1,5 ktec) et les Pays-Bas (-7,3 % soit -8,7 ktec). Ainsi, sur les onze premiers mois de 2024, la part des envois polonais dans les importations françaises a progressé pour atteindre 33 %, contre 30 % en 2023. Néanmoins, en octobre et en novembre 2024, les importations ont montré des signes de reprise depuis les Pays-Bas.

Au global, sur les onze premiers mois de 2024, le solde des échanges français des viandes et préparations de volailles est déficitaire de 409 ktec et de 1,16 milliard d'euros. Le déficit s'est légèrement réduit par rapport à 2023, à la fois en volume (16 ktec) et en valeur (34 millions d'euros).

• En cumul sur 11 mois 2024, selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel, les **achats des ménages** de viandes fraîches et élaborés de volailles ont maintenu une forte progression (+6,5 %) tandis que les prix ont continué de baisser (-2,8 %). Les achats de viandes ont été dynamiques pour toutes les espèces avec des hausses de 3,9 % pour le poulet, de 5,9 % pour la dinde, et de 75,5 % pour le canard. Cette dernière hausse fait suite à une nette baisse des achats en 2023 en raison d'un manque d'offre. Selon les types de produits les dynamiques sont plus partagées. Les consommateurs ont continué de privilégier les découpes de poulet (+4,6 %) au détriment du poulet PAC (-2,5 %). En revanche, les achats de viande de dinde et de canard ont augmenté aussi bien pour les produits entiers que les découpes.

LAPINS

En cumul sur 11 mois 2024, les **abattages** de lapins ont continué de diminuer (- 6,4 %). La cotation nationale du lapin vif a débuté l'année à 2,36 €/kg (- 0,07 €/s.1 2024).

Sur les onze premiers mois de 2024, les **exportations** de viandes de lapin ont continué d'augmenter (+ 6,3 %, soit + 212 tec) toujours soutenues par le renforcement des exportations vers l'Union européenne (+ 9,3 %, soit + 245 tec) alors que les exportations ont diminué vers les pays tiers (- 4,8 %, soit - 34 tec) en particulier vers les États-Unis et la Chine. À l'inverse, les **importations** françaises de viande de lapin sont toujours en retrait (- 15,8 %, soit - 123 tec) avec un net repli des importations depuis la Belgique et Espagne alors qu'elles sont de retour à la hausse depuis la Chine. Au global, le solde des échanges français de viande de lapin est positif avec un excédent de 2,9 ktec et de 13,4 millions d'euros. Par rapport à 2023, l'excédent s'améliore de 0,33 ktec et de 1,6 million d'euros.

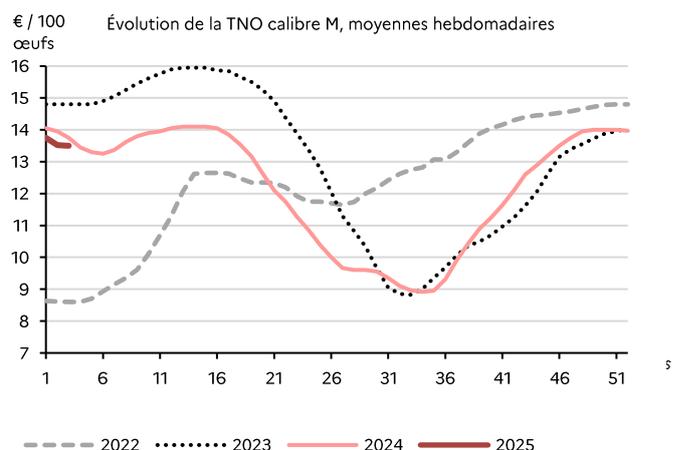
POULES PONDEUSES ET ŒUFS

En cumul sur 10 mois, les **mises en place** de poulettes de ponte ont augmenté (+ 3,8 %) avec une hausse de 2,8 % au mois d'octobre. Sur l'ensemble de l'année 2024, la production d'œufs est stable 2024 (- 0,4 %) par rapport à 2023, pénalisée par des niveaux inférieurs à l'an dernier entre janvier et août (- 2,3 %) alors que la production a plus nettement repris entre septembre et décembre (+ 2,2 %).

Sur les onze premiers mois de 2024, les échanges d'œufs coquilles et d'ovoproduits alimentaires ont progressé aussi bien à l'exportation (+ 14,1 %, soit + 12,6 ktéoc) qu'à l'importation (+ 12,3 %, soit + 15,0 ktéoc). Les exportations ont été tirées à la hausse par les ovoproduits alimentaires (+ 19,5 %, soit + 14,2 ktéoc) alors que les **exportations** d'œufs coquilles ont été en repli (-9,7 % soit -1,6 ktéoc) avec une offre française préférentiellement orientée vers le marché intérieur. Les importations ont progressé aussi bien pour les œufs coquilles (+ 19,7 % soit + 10,9 ktéoc) que les ovoproduits alimentaires (+ 6,2 % soit + 4,1 ktéoc). Au global, sur les onze premiers mois de 2024, le **solde global** des échanges français d'œufs coquilles et d'ovoproduits alimentaires et non alimentaires reste déficitaire. Il a atteint - 14,6 ktéoc en volume et - 39,7 millions d'euros, s'améliorant ainsi de 6,1 ktéoc et de 9,3 millions d'euros au regard de 2023.

En 2025, la cotation TNO calibre M a débuté l'année à un niveau proche de 2024 dans un contexte de tension sur l'offre. En semaine 3, elle a atteint 13,50 € / 100 œufs (- 0,25 € / s.3 2024).

En cumul sur 11 mois 2024, selon les données du panel consommateur Kantar, les **achats d'œufs des ménages** ont continué de progresser (+ 2,8 %) alors que les prix ont affiché une légère baisse (- 0,9 %). Cette croissance a été soutenue par les achats d'œufs plein air hors label rouge (+ 7,0 %) et au sol (+ 6,5 %). En revanche, les achats d'œufs biologiques et label rouge se sont stabilisés (respectivement + 0,2 % et + 0,7 %) après une période de repli. En fin d'année, les achats d'œufs biologiques ont rebondi (+ 9,6 % octobre 24/23 et + 6,5 % novembre 24/23).



Source : FranceAgriMer, d'après Les Marchés

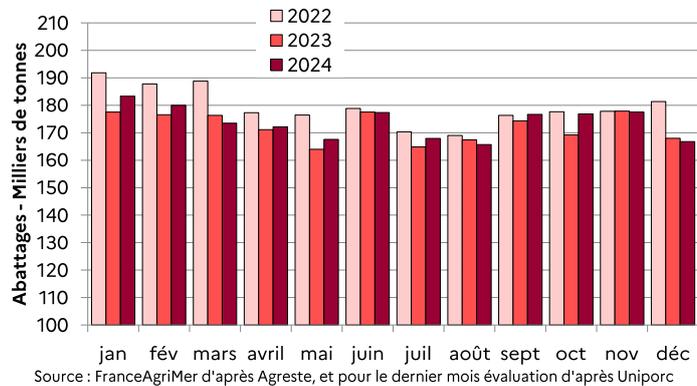
FILIÈRE PORCINE

Abattages

En volume, **les abattages français** de l'année 2024 progressent par rapport à ceux de 2023 (+ 1,0 %) alors que cette dernière année était, elle, en net repli (- 4,1 % par rapport à 2022). En têtes en revanche, les abattages sont quasi stables par rapport à 2023 (+ 0,1 %).

Cette stabilité des abattages en têtes reflète les progrès en terme de productivité dans les élevages, puisque le **cheptel** porcin est, lui, en recul : les chiffres de l'enquête cheptel France SSP de mai 2024 font ressortir par rapport à 2023 une baisse de 2,8 % pour les truies et 3,5 % pour l'ensemble des porcs.

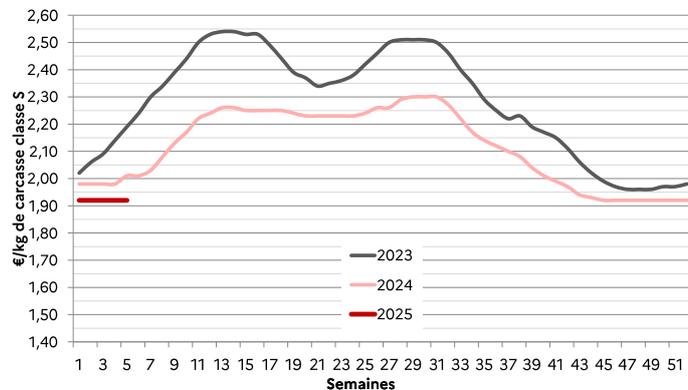
Cette situation contrastée d'amélioration de la production française en volume mais pas en têtes, alors même que le cheptel est en repli, s'explique par la forte hausse du poids moyen des carcasses (+ 2,5 kg en un an), ce qui permet pour l'instant de préserver les volumes mis sur le marché. Une telle évolution résulte d'une recherche de la valorisation optimale des animaux, la modification de la grille Uniporc offrant une meilleure rémunération des carcasses lourdes.



Cotations carcasse classe S

Après un reflux à l'automne, les **cotations françaises** se sont stabilisées depuis novembre dernier (cotations de l'ordre de 1,92 €/kg de carcasse classe S au 27 janvier).

Cette évolution suit les tendances saisonnières classiques, un peu en retrait sur 2024. Alors que l'offre reste à un niveau correct, la demande de la transformation et celle des ménages français apparaissent un peu plus dynamiques. Ces évolutions tendent globalement à s'équilibrer.



Les principaux **prix européens** connaissent, à ce stade, des évolutions un peu différentes de la

France : En Europe du Nord, à mi-janvier, les marchés ont été frappés par la découverte d'un foyer de fièvre aphteuse chez des bovins en Allemagne. Certains pays tiers (Grande Bretagne, Corée du Sud) ont aussitôt fermé leurs importations de viandes allemandes. La cotation porc en Allemagne a reculé de 10 centimes/kg, et l'inquiétude d'une possible extension de la contamination a touché les pays voisins (Danemark, Pays-Bas). À ce stade cependant, ce cas de fièvre aphteuse paraît isolé, mais il va peser sur les exportations allemandes. L'Espagne, pour sa part, a connu début janvier un petit fléchissement de la demande face à une offre abondante, ce qui a entraîné une légère baisse de la cotation porcine. Cependant les choses semblent depuis s'être rééquilibrées et la cotation est redevenue stable.

Échanges

Sur les onze premiers mois de 2024 comparés à ceux de 2023, pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, les **exportations en volume** de la France sont en repli (- 1 %, - 4 kt). En baisse vers l'UE (- 3 %, - 8 kt), elles ont néanmoins progressé sur l'Italie, principale destination (+ 4 %, + 3 kt) et sur l'Allemagne (+ 8 %, + 2 kt). Vers les pays tiers, elles se sont aussi accrues (+ 3 %, + 3 kt), mais ont reculé vers la Chine (- 18 %, - 9 kt). En parallèle de

l'ouverture d'une procédure anti-dumping sur la viande de porc contre l'Union européenne, les importations chinoises de viande se restreignent, ceci malgré une réduction de la production locale et des prix assez élevés sur le marché intérieur. La forte concurrence des États-Unis et du Brésil continue par ailleurs toujours à s'exercer sur les marchés des pays tiers, en particulier en Asie.

Toujours pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, et sur la même période, les **importations** de la France (très largement d'origine UE, et majoritairement d'Espagne) ont progressé (+ 5 %, + 13 kt). Les importations d'origine extra-UE, essentiellement du Royaume-Uni, ont aussi été en hausse (+ 20 %, + 4 kt).

Au total, **le solde** est positif en volume (+ 127 kt), mais en recul par rapport à 2023 (- 12 %, - 17 kt).

Consommation

La **consommation totale de porc** en volume (calculée par bilan) avait été en légère progression en 2021 et 2022, puis en net recul en 2023 (- 3,7 % en volume par rapport à 2022) sous l'effet d'une forte inflation. En 2024, elle connaît un léger rebond (+ 0,7 % sur 11 mois 2024/2023) en lien probablement avec la décélération des prix au détail.

Les **prix au détail** fournis par le panel consommateur Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en novembre 2024, font apparaître en effet un net ralentissement de l'inflation sur la viande fraîche : + 1,6 % pour le porc frais contre + 8,1 % en janvier (et + 1,3 % pour les viandes de boucherie fraîches contre + 6,1 % en janvier). Sur la charcuterie, les prix suivent aussi cette évolution (jambon cuit - 1,1 % en novembre contre + 8,9 % en janvier, autres charcuteries + 1,5 % contre + 9,6 %).

Malgré ce recul de l'inflation, les données de Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en novembre 2024, ne font pas ressortir à ce stade d'effet sur les volumes de **produits porcins achetés par les ménages** pour leur consommation à domicile. Ceux-ci ont continué à se réduire : - 3,1 % pour la viande de porc hors élaborés, - 6,6 % pour les saucisses fraîches, - 0,7 % pour le jambon cuit. Pour ce qui concerne les autres charcuteries (hors saucisses à gros hachage et hors charcuterie de volaille), la consommation à domicile des ménages s'érode également (- 1,5 %).

ALIMENTATION ANIMALE

Les fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP ont progressé en volume en octobre 2024 (+ 6,1 % par rapport à octobre 2023), avec des évolutions variables selon les espèces : bovins (+ 8,3 %), porcins (+ 5,1 %), poulet (+ 6,0 %), poules (+ 6,6 %).

En revanche, selon le SNIA, en novembre 2024, la production d'aliments composés a reculé de 5 % par rapport à novembre 2023. Cette baisse touche tous les segments. La production d'aliments pour bovins recule de 6,8 %, de 4,2 % pour les porcs et de 3,8 % du côté des volailles.

Cette tendance baissière s'observe aussi dans les incorporations de céréales qui reculent de 3 % en glissement annuel (FranceAgriMer). Les incorporations de maïs baissent de 19,9 kt entre novembre 2024 et novembre 2023, soit - 7,5 %. De même elles baissent de 0,4 % en blé tendre, 23 % en avoine et 27 % en triticales. En revanche, elles sont en hausse de 11 % en orge et 36 % en sorgho. De façon globale, sur les 9 premiers de 2024, la production d'aliment composé et les incorporations de céréales ont évolué dans le même sens (+ 1,2 % et + 1 % respectivement), comparé à 2023.

En novembre 2024, l'indice Ipampa pour aliments composés est stable (- 0,2 % par rapport au mois précédent dont porcins - 0,1 %, volailles - 0,2 %). Le coût de l'aliment porc croissance IFIP est stable en novembre à 324 €/t, niveau toujours élevé. L'indice coût matières premières Itavi de décembre 2024, au regard du mois précédent, a reculé de 1,9 % pour les poules poules et de 2,4 % pour le poulet standard.

Directeur de la publication : Martin Gutton / Rédaction : direction Marchés, études et prospective

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 20002 / 93555 MONTREUIL Cedex
Tél. : 01 73 30 30 00 ■ www.franceagrimer.fr

 FranceAgriMer